

Le pouvoir aux travailleurs

20 MAI 2001

N°82

PRIX : 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL:	
- "LA COTE D'IVOIRE N'EST PAS UN PAYS XENOPHOBE" ... MAIS SES POLITICIENS SONT DES POURRITURES !	2 - 4
- BLOLEQUIN, UN CONFLIT FONCIER	5 - 6
- GBAGBO AUX TRAVAILLEURS : "TREVE SOCIALE", C'EST PAS FORCÉ	6
- ILS SE SONT INSULTÉS... MAINTENANT ILS PARLENT DE "RECONCILIATION NATIONALE"	7
- LES CHAUFFEURS DE "GBAKA" ONT EXPRIMÉ LEUR COLÈRE	7 - 8
- "ASSURANCE MALADIE UNIVERSELLE" : UNE NOUVELLE FAÇON DE RACKETTER ?	8
- LE TRAVAIL DES ENFANTS, ESCLAVES OU PAS, UNE RÉALITÉ EN COTE D'IVOIRE	9 - 10
- LES ACCIDENTS DE TRAVAIL DANS LE SECTEUR DU BTP	10 - 11
- UN TRAVAILLEUR MORT BROYÉ PAR UN TRACTEUR	12
- DE LA DÉMAGOGIE A LA VÉRITÉ AUX TRAVAILLEURS	12 - 13
- "DROIT DE L'HOMME" : EN VEUX-TU, EN VOILA !	13
- L'APPLICATION DU NOUVEAU RÉGIME FONCIER: LA MARCHÉ VERS DE NOUVEAUX CONFLITS ETHNIQUES ET LA MONTÉE DE LA PAUVRETÉ	14 - 15

**LA COTE D'IVOIRE N'EST PAS UN PAYS XENOPHOBE" ...
... MAIS SES POLITICIENS SONT DES POURRITURES !**

Lors de sa récente tournée au Bénin, Gbagbo a dit que la Côte d'Ivoire "*n'est pas un pays xénophobe*". Certes, c'est un pays dont le peuplement est constitué d'une multitude de parterre de parlementaires que *La Côte d'Ivoire* d'ethnies venues des quatre coins des pays frontaliers qui l'entourent et qui s'y sont installées par vagues successives. Toutes ces ethnies avaient réussi à cohabiter et régler les conflits entre eux jusqu'à un passé récent. Mais depuis quelques années, de simples conflits fonciers ou différends du même ordre se sont transformés en massacres, avec des villages et campements brûlés, plantations dévastées, entraînant des exodes de population entière.

On peut ainsi citer en 1997 les conflits entre Guéré et Baoulé dans la région de Duékoué; entre Abouré et M'batto dans la région de Bonoua et d'Alépé. En 1998, il y a eu le massacre des Bozo par des Agny, à Ayamé. En 1999, à Tabou, entre communautés Burkinabé et Krumen. La liste de tels conflits graves ayant entraînés à chaque fois des massacres est longue. On ne peut les citer tous. On peut juste la clore provisoirement en rappelant la barbarie xénophobe et anti-Dioula qui s'était abattu à Abobo aux lendemains des élections présidentielles et rappeler qu'en ce moment même un conflit foncier entre Guéré et Burkinabé dans la région de Bolequin a fait plusieurs morts et plusieurs campements brûlés.

Alors, bien sûr, Gbagbo et ses pairs se taisent sur la question de savoir, pourquoi durant des années, ce genre de conflits se réglait à l'amiable, alors qu'aujourd'hui ils dégénèrent en massacres inter-communautés?

Ils se taisent parce que la responsabilité de tous ces politiciens de la bourgeoisie est totale. Ce sont eux et les journalistes à leur service qui poussent dans ce sens, quand ça les arrange, par leurs propos xénophobes, ethnistes et démagogiques.

N'est-ce pas Gbagbo qui a dit lors de sa campagne électorale, dans la région de San-Pédro: *"si vous voulez la terre, votez pour le changement!"* En ajoutant insidieusement que s'il est élu, les Baoulé retourneront dans leur région d'origine et rendront leur terre aux autochtones. N'est-ce pas encore l'un de ces politiciens qui avait dit lors de la campagne électorale: *"Nous avons donné le pays aux étrangers. Réveillons-nous et occupons ce qui nous été arraché"*. Ou encore, ces propos exécrables de Simone Gbagbo: *"il faut que les Ivoiriens sachent que leur frère, c'est celui qui est originaire d'un village à l'intérieur de la frontière de la Côte d'Ivoire. Celui qui est de l'autre côté de la frontière n'est pas leur frère"*. Ou encore cet autre propos d'un autre dirigeant du FPI qui avait dit que *"le concept de l'ivoirité doit être soutenu afin que la Côte d'Ivoire soit protégée de l'invasion étrangère"*! Dans ce registre, même le RDR n'est pas en reste. Il y a à peine une semaine, sa presse titrait: *"Gbagbo confie son pouvoir aux étrangers"*.

Oui, ce sont tous ces propos xénophobes et ethnistes que les politiciens ont propagé dans leur course à la mangeoire qui sont à l'origine des barbaries qui déchirent ce pays depuis quelques années. Ce n'est donc pas le résultat d'une quelconque fatalité.

La classe ouvrière doit d'autant plus se méfier de ces gens que ce n'est pas parce que ces conflits ont été jusque-là circonscrits à une minorité de personnes que ce sera toujours le cas.

Si les travailleurs laissent les Gbagbo, Ouattara, Bédié et les griots à leur service tenir de tels propos sans réagir, le chemin à la libérienne, à la siéra-léonaise ou à la Rwandaise n'est malheureusement pas à exclure pour ce pays. D'autant plus qu'avec la montée grandissante de la misère, du chômage et de la précarité, les propos xénophobes et ethnistes trouveront un terreau bien plus favorable pour se développer et gagner les sentiments d'un toujours plus grand nombre de personnes. Celle qui aura le plus à perdre, dans une telle situation, comme c'est toujours le cas, ce sera avant tout la classe laborieuse.

Bien sûr qu'il n'est pas trop tard pour réagir et faire barrage à toutes les ordures qui propagent des propos haineux et qui divisent les travailleurs.

Mais pour se faire, la classe ouvrière ne peut en aucun cas compter sur les politiciens bourgeois.

Même la "*réconciliation nationale*" qu'ils clament tous aujourd'hui n'est que tromperie! Qui peut croire qu'un Bédié ou un Ouattara renonceraient-ils à la mangeoire? Autant, d'ailleurs, pour Gbagbo et le FPI.

Alors, quand un haut dirigeant du FPI affirme aujourd'hui que "*le concept de l'ivoirité*" est "*dangereux*" et "*mauvais*" et n'a "*jamais eu*", selon lui, "*l'adhésion du FPI*", son parti, il ment! N'est-ce pas les dirigeants de ce même parti qui affirmaient le contraire, une fois leur concurrent Bédié hors course?

On peut être certain que tous ces politiciens qui servent la bourgeoisie retourneront autant de fois leurs langages, aussitôt qu'il y aura de nouvelles élections en perspectives. Dans leur course Pour le pouvoir, ils sont capables, comme on les a vu faire, d'entraîner de nouveau le pays dans la barbarie. Dans cette voie, c'est la classe ouvrière qui a tout à perdre.

Alors, pour faire barrage au poison du nationalisme, de l'ethnisme et de la xénophobie dans ses rangs, pour préserver son unité, la classe ouvrière ne doit compter que sur elle-même. C'est dans ses rangs que doivent sortir des éléments pour organiser la classe ouvrière sur une base internationaliste, dépassant le cadre ethnique et national.

Aujourd'hui cela est possible. Dans les usines et les chantiers, la classe ouvrière n'a pas encore été touchée par le poison de la xénophobie et de l'ethnisme. Il est cependant urgent et vital que ceux qui ont conscience de cette nécessité s'organise dès maintenant, pendant qu'il est encore temps. Il est nécessaire que l'union entre les exploités se consolide pour qu'ils puissent se défendre plus efficacement contre la classe des exploités, pour des augmentations des salaires, pour l'amélioration des conditions de vie et de travail. Il est nécessaire pour l'avenir, que la classe ouvrière s'organise autour de l'idée que les seuls ennemis des travailleurs, ce sont les bourgeois et les politiciens à leur service.

BLOLEQUIN, UN CONFLIT FONCIER QUI SE TRANSFORME EN HORREUR

Un conflit foncier dans un village situé dans la sous-préfecture de Bloléquin, à 550 km à l'Ouest d'Abidjan, Goya, a fait officiellement 6 victimes, plus de 15 blessés graves, 17 campements brûlés, sans compter les pillages de campements et de villages, depuis le 6 mai dernier.

C'est le triste bilan d'un conflit foncier portant sur 3 hectares de terre pris en location depuis plusieurs années au prix de 15.000F par an et par hectare par un paysan Burkinabé à un ressortissant Guéré de Goya. Cette terre a été revendiquée ensuite par un autre ressortissant Guéré de ce même village. Ce conflit semblait pourtant avoir trouvé solution sous la médiation des chefs Guéré et Burkinabé, puisque suivant les termes de cette négociation, il a été permis au paysan Burkinabé de faire sa récolte et de chercher ensuite le propriétaire de cette terre pour finaliser la négociation. Pourtant, dans la nuit du dimanche 6 mai, un campement Burkinabé est attaqué par un petit groupe de Guéré, avec à leur tête le plaignant.

Voilà comment un conflit commencé dans ce village a dégénéré et entraîné dans le tourbillon la sous-préfecture de Bloléquin situé à 3 kilomètres, où un jeune burkinabé de 22 ans a été lynché par la foule et a eu le crâne fracassé à la machette.

C'est l'énième conflit foncier après ceux de Gagnoa, entre Baoulé et Bété; à Fengolo, entre Baoulé et Guéré;

à Tabou, entre Burkinabé et Krumen, etc.

Face à une telle situation, le gouvernement de Gbagbo et les prétendus cadres de la région se sont comportés de la même façon irresponsable que le gouvernement de Bédié qui l'avait précédé. C'est d'ailleurs seulement le 11 mai, c'est-à-dire plusieurs jours après le début des massacres que le "*ministre de la sécurité*" Lida Kouassi a consenti à s'y déplacer. Il n'a d'ailleurs trouvé rien d'autre à dire que de vilipender les Dida et les Guéré qui "*volent la terre de leurs ancêtres*", ajoutant que les villageois ont "*trouvé ce qu'ils ont cherché*". Il leur a ensuite demandé "*la patience*", en affirmant que "*l'occupation anarchique des terres connaîtront un terme dans un proche avenir*" et que "*la terre n'appartient plus à celui qui la met en valeur. C'est une loi qui est claire*", a-t-il martelé. Une façon de dire aux Burkinabé qu'ils n'ont aucune propriété à revendiquer.

Mais lorsqu'on sait que le problème qui est à l'origine de ce conflit ne s'est pas posé dans ces termes, ces propos sont ceux d'un irresponsable qui n'est pas venu régler le problème mais au contraire l'attiser. D'ailleurs, ce dernier a demandé aux autorités locales de relâcher tous les Guéré arrêtés pour avoir participé aux massacres et aux pillages. Quant aux burkinabé enfuit dans la forêt, devant la peur de subir le même sort que certains des leurs, le "*ministre de la sécurité*" a

dit à leur égard: *"il ne faut pas qu'ils soient dans les forêts avec des armes"*.

Les propos tenus par le *"porte-parole des cadres de Goya"* sont aussi bien caractéristiques du même état d'esprit. Celui-ci a dit en l'occurrence: *"certains d'entre eux (les Burkinabé) sont d'un instinct criminel assez facile. Nous ne voulons plus d'eux chez nous"*. Alors que, selon Soir-Info du 14 mai, le

porte-parole des ressortissants burkinabé, venait tout juste de prendre la parole et demander *"pardon"* à la communauté Guéré.

A entendre ce *"porte-parole des cadres"* de Goya et cet envoyé du gouvernement, on croirait qu'ils ont fait le déplacement non pas pour régler le problème mais pour attiser les haines et souffler sur le feu.

**GBAGBO AUX TRAVAILLEURS:
"TRÊVE SOCIALE", C'EST PAS FORCÉ ...
MAIS CHACUN PREND SES RESPONSABILITÉS**

On se souvient des propos de Gbagbo à l'adresse des travailleurs lors du premier Mai. Il avait dit qu'il n'avait jamais forcé quelqu'un à respecter *"la trêve sociale"* demandé par son gouvernement aux travailleurs. Il avait même ajouté qu'aucun de ses ministres n'avait, non plus, *"jamais interdit quelqu'un de faire la grève"*; que chacun n'avait qu'à prendre ses responsabilités; que lui Gbagbo il avait pris les siennes et il estime que *"la trêve sociale"* c'est *"bon pour la Côte d'Ivoire"*.

Bien sûr, aux travailleurs de comprendre que quand ces gens-là parlent *"d'intérêt général de la Côte d'Ivoire"*, *"d'intérêt nationale"* ou *"d'intérêt de la patrie"*, il s'agit toujours des intérêts bien compris de la bourgeoisie, jamais ceux des travailleurs. Il suffit d'observer la réalité

pour le comprendre. Tout dernièrement, par exemple, il y a eu le cas de ceux qui travaillent dans *"l'exploitation pétrolière et de gaz naturel"*. Ceux-ci se sont déclarés en *"grève illimitée"* depuis le 9 mai pour des revendications spécifiques à leur corporation. Dès le premier jour de grève, le patronat et le gouvernement ont réagi violemment en envoyant les *"forces de l'ordre"* les frapper.

Et dire que juste quelques jours avant, à l'occasion de son discours du 1^{er} Mai, Gbagbo disait en s'adressant aux travailleurs qu'ils *"avaient de la chance d'avoir un des leurs (lui Gbagbo) à la présidence"*. Peut-être que ceux que Gbagbo appellent *"travailleurs"*, c'est Adiko Niamkey, Mahan-Gahé et consorts. En tout cas, pas ceux qui vivent de leur travail dans les usines et les chantiers.



**ILS SE SONT INSULTÉS ...ILS NOUS ONT TUÉ ...
MAINTENANT ILS PARLENT DE "RÉCONCILIATION NATIONALE"**

Tous ces gens qui nous gouvernent ou qui sont dans "l'opposition" se moquent bien de la population. Voilà que dans leur campagne électorale, l'un disait, *"votez pour moi, je vais tout changer"*. L'autre traitait son concurrent de *"voleur"* ! Ou encore, *"attention, ils vont vendre le pays aux étrangers"*.

Au total, dans leur course à la mangeoire, tous ces politiciens ont entraîné le pays dans la barbarie ethnique et xénophobe. Les morts et les blessés ne se comptent plus... surtout chez les pauvres. La haine et la division dans les cours communes, n'en parlons pas, non plus. Mais voilà que ces mêmes dirigeants qui ont poussé les gens à se tuer, voilà ces mêmes gens qui se retrouvent aujourd'hui ensemble au sein d'un *"gouvernement d'union"*. Ceux d'entre eux qui n'y sont pas, tel que le RDR, ce n'est pas faute d'y avoir été invité.

Alors que les morts sont bien morts, ces gens parlent de *"réconciliation nationale"*. A croire que c'est pour eux un simple jeu où les pauvres ne sont que leurs pions! D'ailleurs, petits et grands politiciens, tous ont trouvé place au sein de l'appareil d'Etat bourgeois: les uns dans le gouvernement, d'autres au parlement, certains dans les mairies, dans les journaux, etc. Quant à leurs chefs, deux d'entre eux passent des jours paisibles à Paris. Chacun d'eux à la tête de fortunes amassés de la caisse de l'Etat. Un troisième, le *"candidat du peuple"* vît comme un veinard dans son village après avoir lui-même *"balayé"* et même *"nettoyé"* les tiroir-caisses dont il avait la gérance.

Non ! Leur affaire de *"réconciliation nationale"*, c'est de la moquerie à l'égard des travailleurs et de la population pauvre. Ils nous prennent pour des imbéciles!

**CHAUFFEURS DE "GBAKA" ONT EXPRIMÉ LEUR COLÈRE,
AUX FORCES DE L'ORDRE À LA GACHETTE FACILE**

le 5 mai vers 14 heures, un policier a tiré à bout portant sur un chauffeur de gbaka, à Yopougon devant Siporex. La balle a traversé la portière pour venir se loger dans le pied du chauffeur. Cette *"bavure policière"* a immédiatement déclenché la colère des chauffeurs et des apprentis qui ont érigé des barricades et empêchés la circulation dans cette commune ainsi

qu'à Abobo.

A croire que les forces de l'ordre, un peu trop entraînés à tuer la population pauvre par le pouvoir en place, commencent à y trouver goût. En effet, le même jour vers 17 heures, cette fois-ci, un gendarme empêché de passer à l'un de ces barricades a sorti son arme pour tirer en l'air, avant de la

braquer sur la foule touchant un enfant de 11 ans et un apprenti de Gbaka de 19 ans, avant de fuir à bord de son véhicule. Qu'ont-ils à craindre de ce gouvernement qui tient justement son pouvoir en grande partie grâce au coup de force et au soutien de cette même force de l'ordre ?

D'ailleurs, le gouvernement lui-même n'affiche pas moins de mépris à l'égard de la population pauvre. En effet, à 20h30, l'enfant blessé n'avait toujours pas été opéré pour extraire la balle de sa jambe fracturée, soi-disant "*faute d'anesthésie*"!

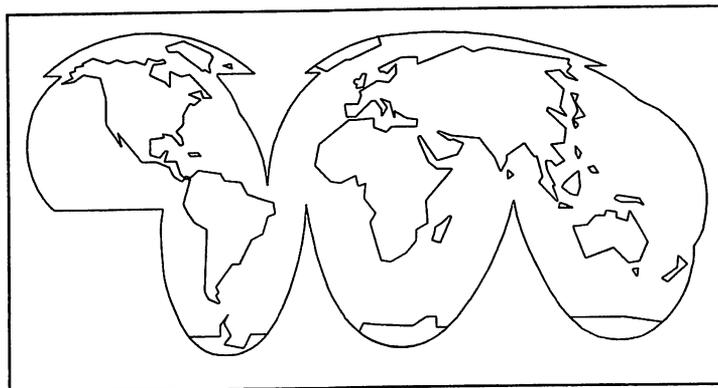
"ASSURANCE MALADIE UNIVERSELLE" : UNE NOUVELLE FAÇON DE RACKETTER ?

Lors de son interview télévisée du 10 mai, Gbagbo a parlé de sa fameuse "*assurance maladie universelle*". Sera-t-elle obligatoire? Il ne l'a pas dit. Mais il semblerait que oui, puisqu'il a ajouté que "*tous ceux qui sont en Côte d'Ivoire vont cotiser*". A l'en croire, les cotisations commenceront "*vers le mois d'août 2001*". Quant aux soins pour lesquels la population va cotiser, il va falloir attendre... "*fin avril 2002*".

Comment feront-ils pour faire payer les chômeurs, ceux qui se débrouillent avec les petits métiers, les petits paysans qui cultivent leurs petits champs de manioc? Pour ça, faisons confiance à ces gens. Quand il s'agit de faire payer les petits, le gouvernement

et le parlement à son service se montreront très fort et très efficace. Par contre quand il s'agira de soigner, c'est bien une autre paire de manche. En plein Abidjan, à Yopougon, combien de temps l'enfant qui a été blessé par balle par un gendarme a-t-il attendu pour se faire opérer à cause d'un "*manque d'anesthésie*"? Alors, Que fera le gouvernement pour ceux qui n'auront pas l'argent pour avancer les soins? Construera-t-il des centres médicaux pour ceux qui sont au fin fond des brousses et qui seront pourtant bien forcés de payer? Qui peut les croire? D'ailleurs, pour l'instant Gbagbo lui-même demande de passer à la caisse ... pas de se faire soigner.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

LE TRAVAIL DES ENFANTS, ESCLAVES OU PAS,
UNE RÉALITÉ EN CÔTE D'IVOIRE

Un documentaire montré sur une chaîne de télévision à Londres, en Angleterre, concernant la production cacaoyère où il a été montré le travail des enfants esclaves dans les plantations, a entraîné un branle-bas au sein du gouvernement. Celui-ci a aussitôt envoyé deux de ses ministres en Angleterre pour porter le démenti. Ces porte-parole du gouvernement ont affirmé qu'il s'agit-là d'une *"mauvaise campagne contre la Côte d'Ivoire"*. Ces ministres ont par ailleurs affirmé que ce sont les *"exploitants étrangers, maliens et burkinabé qui s'adonnent à cette pratique condamnée par les lois ivoiriennes"*.

On voit bien que ces ministres du gouvernement FPI-PDCI sont là non pas pour s'occuper de ces malheureux enfants transformés en esclaves, dont c'est probablement le dernier de leurs soucis, mais ils sont là bien plus pour défendre *"l'image de la Côte d'Ivoire"*.

Un rapport de l'UNICEF établi en 1999 donnait déjà le chiffre de 15.000 enfants, le nombre des "enfants esclaves" déportés du Mali tous les ans vers la Côte d'Ivoire. En 1998, un rapport similaire avait été établi par ce même organisme, concernant toujours la Côte d'Ivoire.

Tout comme aujourd'hui, le

gouvernement de Bédié en ce temps avait fait mine de s'indigner, disant que c'était là une campagne pour *"discréditer la Côte d'Ivoire"*, tout en minimisant cette affaire. Il avait par ailleurs promis de prendre des *"mesures"* pour *"préparer un programme d'actions de préventions et d'éradication de ce fléau"*. Après quoi, histoire de montrer sa bonne volonté, le gouvernement de Bédié avait arrêté quelques trafiquants d'enfants et rapatriés 200 enfants rendus à leurs parents au Mali. Après quoi, plus rien.

Une chose est sûre, c'est que, comme le gouvernement de Bédié, ce n'est certainement pas celui de Gbagbo ou de Ouattara qui mèneraient une véritable politique pour mettre fin au travail des enfants. Par contre, on peut compter sur eux pour mettre en place un *"parlement des enfants"* comme il en existe à Bouaké; signer la *"convention internationale des droits de l'enfant"*, etc. Tout ça, pour faire mine de faire quelque chose et pour amuser la galerie.

Ainsi, par exemple, dans le *"code du travail"*, voté en 1995, un des articles spécifie même que *"les enfants ne peuvent être employés même comme apprentis; avant l'âge de 14 ans, sauf dérogation édictée par voie réglementaire"*.

L E U R S O C I E T E

Toutes ces dispositions administrative et judiciaire prêtent à rire, quand on sait que le travail des enfants en Côte d'Ivoire, pour ne pas dire à Abidjan, est de règle chez toutes les familles de petits bourgeois, de bureaucrates, qui utilisent les enfants comme "boys" ou "bonnes". Ceux qui utilisent le plus cette main-d'oeuvre, ce sont avant tout ceux-là même qui écrivent toutes ces lois et signent toutes ces conventions de protections des enfants. On ne serait certainement pas étonné de voir, à commencer dans les villas des familles de ceux qui gouvernent aujourd'hui, à commencer par ceux qui se sont déplacés en Angleterre pour porter le démenti, ces petites "bonnes" à tout faire, de vraies petites esclaves trimant du lever au coucher du soleil. Il en va de même sur les chantiers pour la construction de leurs belles villas, dans les garages pour réparer leurs véhicules; dans les ateliers de menuiserie pour confectionner leurs meubles, etc. Ceux qui en profitent en premier du travail des enfants, ce sont justement les riches qui trouvent là une main-d'oeuvre à bon marché.

Toute cette réalité, ces organismes internationaux, la bourgeoisie des pays impérialistes, leurs gouvernements, tous ces gens qui défendent le bien fait du capitalisme connaissent en fait ces réalités des pays pauvres, comme celle de la Côte d'Ivoire. Ils font, eux aussi, semblant de s'insurger face à cette réalité. Mais ils savent très bien que c'est leur système capitaliste qui en est la principale cause.

Comment peuvent-ils s'étonner de voir des enfants de la classe ouvrière ou de la petite paysannerie travailler pendant qu'ils réduisent le revenu de leurs parents ouvriers ou petits paysans, à la misère? Tous ces bourgeois d'ici et d'ailleurs et leurs représentants au gouvernement d'ici et d'ailleurs, qu'il s'appellent Jacques Chirac ou Lionel Jospin, Allassane Ouattara, Laurent Gbagbo ou Konan Bédié, tous sont responsables au même titre! Ce sont eux tous et leur système capitaliste que les travailleurs ont à combattre pour que ce monde devienne meilleur.

LES ACCIDENTS DE TRAVAIL DANS LE SECTEUR DU BTP

S'il y a un des secteurs où les travailleurs sont les plus exposés aux accidents de travail, c'est le secteur du BTP. Les risques des accidents sont énormes du fait de manque de soucis des patrons de garantir le minimum de

sécurité sur les chantiers.

Des grosses entreprises aux petites, en passant par les entreprises de sous-traitance jusqu'aux groupes de tâcherons, le constat est le même. Mais

L E U R S O C I E T E

le plus scandaleux est du côté des grosses entreprises telle que la Sonitra, la CETAO, la CMI, la SIPIM, la SCI les Rosiers et autres, pour ne citer que ceux là.

Toutes ces entreprises qui, grâce aux travail, à la sueur et à l'exploitation de leurs ouvriers ont amassé des richesses énormes, refusent de faire le minimum pour garantir la sécurité de ces derniers.

Souvent, après ces accidents tragiques, quand l'ouvrier n'est pas mort sur le coup, au début, l'entreprise fait semblant de lui venir en aide pour l'aider à se soigner. Mais très vite, elle se débarrasse de l'accidenté qui se retrouve ensuite dans une situation intolérable: pas guéri, le plus souvent handicapé à vie, incapable de retrouver ni la santé, ni du travail. Finalement, lui et toute sa famille se retrouvent dans une situation infernale.

Dans ce secteur à haut risque d'accident, les travailleurs sont rarement munis de bottes, de gants et de casque.

Par exemple, pour la construction des immeubles, il est officiellement exigé qu'au deuxième niveau, les entrepreneurs placent des filets de sécurité. Mais pour un capitaliste, ces filets coûtent plus cher que la vie d'un travailleur.

Nous avons l'exemple du chantier

Sonitra au Plateau, pour la construction de la BCEAO. Cet immeuble a poussé jusqu'au 7eme étage. Mais jusqu'à présent, il n'existe toujours pas de filet de sécurité. Pire, pour couler le béton des poteaux, les travailleurs sont suspendus aux câbles des grues comme des "akpani"! Pourtant, sur ce chantier il y a eu déjà plusieurs accidents qui ont fait des handicapés à vie. Ca montre, oh combien la vie d'un ouvrier importe peu au patronat.

Des travailleurs sont aujourd'hui jetés à la rue avec des doigts coupés, des pieds amputés ou d'autres souvent deviennent un peu fous suite à des chocs reçus sur le crâne.

Ces accidents, quand ils sont mortels comme celui de l'église sainte Thérèse en 1992, qui a fait 6 morts, celui de la Sipim en 97 et 99 qui ont fait 2 morts, celui de la Sonitra à Daoukro qui a fait un mort ou celui de la Sci les Rosiers de cette année où un ouvrier est mort broyé par un engin, les patrons se débarrassent de la famille avec une petite somme d'argent qui ne suffit même pas à couvrir les frais d'enterrement! Il arrive même que les patrons renvoient les parents du travailleur décédé à une assurance fictive, dans des démarches insolubles qui vont occuper la famille pendant plusieurs années, le temps pour l'entrepreneur de se retourner.

L E U R S O C I E T E

UN TRAVAILLEUR MORT BROYE PAR UN TRACTEUR A SCI LES ROSIERS

Il y a un mois, un travailleur a trouvé la mort dans un accident tragique, sur ce chantier par l'insouciance des patrons et leur mépris pour la vie et la santé des travailleurs.

Ce travailleur qui avait pour travail le ramassage des briques, s'est trouvé coincé entre un gros camion et le tracteur dans lequel ils ramassent les briques. Pour éviter d'être broyé entre les deux engins, il a voulu descendre du tracteur. Et le tracteur, dans ses manoeuvres d'éviter le camion, l'a projeté en avant sous ses propres pneus. Ce tracteur chargé déjà des tonnes de briques, va briser sa colonne vertébrale et 6 de ses côtes.

La direction du chantier n'a pas

trouvé nécessaire de faire intervenir les SAMU ou le GSPM pour rapidement évacuer le travailleur. Ils l'ont tout simplement trimballé au CHU de Cocody dans une bâchée de service. Une fois déposé, c'était d'ailleurs un débarras pour eux, on ne lui prodiguera pas de soins intenses. Deux jours plus tard, l'ouvrier trouvera la mort.

La direction va même aller jusqu'à corrompre le médecin pour faire apparaître sur le certificat de décès qu'il est mort d'une "mort naturelle" au lieu de "mort violente" causée par l'exploitation capitaliste. Il a fallu la vigilance des travailleurs et des parents du défunt pour que le docteur apporte une correction.

DE LA DÉMAGOGIE A LA VÉRITÉ AUX TRAVAILLEURS

Le président de la république, dès sa prise de fonction, avait invité les trois grandes centrales syndicales pour leur dire ceci: "*faites comme au temps du PDCI en 1960 où les travailleurs du port, des plantations et du chemin de fer leur ont laissé le temps d'appliquer leur programme parce que c'était leurs camarades qui étaient au pouvoir. C'est ce qui a permis au vieux parti de*

gouverner en toute tranquillité pendant plus de 30 ans". "Nous aussi nous sommes vos camarades de lutte d'hier. Moi, je suis passé de l'autre côté mais votre camarade le ministre du travail et de la fonction publique, lui, il est avec vous".

Quelques jours après, son Premier ministre demandait une "trêve

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.

ALGERIE : LA REVOLTE FAIT TACHE D'HUILE

Un profond mouvement de mécontentement né dans la région de Kabylie se propage en direction des autres régions de l'Algérie. C'est depuis le courant du mois d'avril que les gendarmes et les militaires ne cessent de harceler les jeunes et de tirer parfois sur eux à balles réelles. Les ruelles de nombreux quartiers populaires sont devenues le théâtre d'une répression aveugle destinée sans doute à terroriser les familles des jeunes révoltés. En agissant ainsi le régime n'a réussi jusqu'à présent qu'à exaspérer de larges couches de la population.

C'est ainsi que le 4 juin près de cinq mille femmes encadrées par des étudiants ont manifesté à Bejaïa (250 km à l'est d'Alger). Elles protestaient contre la répression. Malgré cela cette répression est devenue de plus en plus aveugle à tel point que plus de cent jeunes ont été abattus par les gendarmes et les militaires.

A Tizi-Ouzou une "coordination de comités de villages" a appelé à une "marche nationale" pour protester "contre l'injustice". Les manifestants revendiquaient également la reconnaissance de la langue tamazight (berbère) comme langue officielle. Cette marche a eu lieu le 14 juin à Alger la capitale où ont pris part un demi-million des manifestants.

Le régime aurait certes souhaité que la contestation se limite aux aspirations à caractère culturel ou autonomiste berbère. Mais les jeunes algériens et avec eux de nombreux

moins jeunes, ne se sont pas contenté de ce genre de préoccupations, bien que celles-ci semblent présentes. Ils refusent le présent et l'avenir sans perspective que leur offrent les dirigeants au pouvoir. Ils n'acceptent plus de mener une existence misérable dans des quartiers où même le minimum tel que l'approvisionnement en eau n'est plus assuré pendant qu'une minorité de privilégiés dispose de tout.

Quant aux travailleurs des secteurs pétroliers et ceux de la sidérurgie, ils subissent la récession économique de plein fouet. Les privatisations et les blocages de salaires entraînent des dégradations graves de leurs conditions d'existence. Les programmes de diminution des effectifs font que de nombreux ouvriers sont jetés à la rue.

Il arrive que les dirigeants syndicaux finissent par appeler à la grève. Mais les directions syndicales sont largement inféodées à des partis liés au pouvoir ou proches de lui.

Il faut souhaiter que dans le feu des mobilisations actuelles, des éléments avancés parmi les travailleurs finissent par prendre conscience et acquérir le goût d'organiser leurs frères de classe dans des structures indépendantes. Mettre en avant les aspirations propres au monde du travail, faire valoir ses prérogatives sur les énormes richesses de ce pays pourrait susciter un espoir formidable pour tous ceux qui sont aujourd'hui victimes de l'avidité des classes riches et de la barbarie du régime qui les protège.